

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **04 avril à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15), Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à 20h25).

Absents excusés : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°28 -

MARCHÉS PUBLICS

CRÉATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES PRESTATIONS DE LOCATION - ENTRETIEN DES TENUES DE TRAVAIL ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET DES MARCHÉS CORRESPONDANTS

Rapporteur : Monsieur Valentin MAUPOIX

La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER présentent des besoins similaires en matière de prestations de services pour la location-entretien des tenues de travail et équipements de protection individuelle. Le marché public actuel est dans sa dernière année de validité et arrive à échéance en décembre 2024.

Aussi, dans une optique d'économies d'échelle et de mutualisation des besoins, il est proposé de constituer un nouveau groupement de commandes entre ces deux entités pour la conclusion des marchés en réponse aux besoins communs identifiés pour la période 2025-2028.

Pour ce faire, il est nécessaire de conclure une convention constitutive de groupement de commandes désignant le coordonnateur et régissant les rôles, missions et obligations de chaque membre du groupement ainsi que les modalités financières, d'adhésion et de retrait du groupement. Le projet de convention constitutive est annexé à la présente délibération.

Le coordonnateur proposé pour ce groupement de commandes est la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, dont les missions consistent en l'élaboration des pièces de la consultation et la mise en œuvre de la procédure de passation correspondantes, chaque membre du groupement étant chargé de la signature des marchés à hauteur de ses besoins propres et de leur exécution.

En termes de mise en œuvre de la procédure de passation afférente, il est proposé que l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats soit la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement en cas de procédure formalisée pour des besoins dont la valeur estimée est supérieure aux seuils européens.

Le groupement de commandes prendra fin à l'expiration des marchés qui seront conclus dans le cadre de la consultation lancée pour les prestations de location-entretien des tenues de travail et équipements de protection individuelle ainsi que pour toutes les relances éventuelles.

La consultation, objet du groupement de commandes, porte sur la mise en œuvre d'un accord-cadre à bons de commandes mono attributaire sans minimum avec un maximum d'une durée initiale de 1 an, reconductible dans la limite de 3 fois pour la même durée.

Cet accord-cadre porte sur des prestations de location-entretien de vêtements de travail et équipements de protection individuelle tels que t-shirts, vestes, blousons, tuniques, blouses, parkas et pantalons à destination des agents des membres du groupement.

Les besoins annuels de la communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER étant estimés à 81.000,00 € H.T., le montant annuel maximum de commande est fixé à 96.000,00 € H.T..

Les besoins annuels de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS étant estimés à 21.000,00 € H.T., le montant annuel maximum de commande est fixé à 25.000,00 € H.T..

Considérant le montant maximum de commandes et la valeur estimée globale des besoins, la consultation sera lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8, L.2124-1 à L.2124-2, L.2125-1 ; R.2121-8, R.2124-1 à R.2124-2,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-1 à L.1414-3 et L.2122-21-1,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission des finances,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ adhérer au groupement de commandes ;

2°/ accepter la désignation de la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER en tant que coordonnateur du groupement ;

3°/ autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement annexée à la présente délibération ;

4°/ autoriser le coordonnateur à procéder à la préparation et la mise en œuvre de la procédure de passation de la consultation et, le cas échéant, à ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge ;

5°/ autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les marchés correspondants à hauteur des besoins propres de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS ainsi que toute pièce relative à leur exécution ;

6°/ dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets primitifs 2025 et suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.



Le secrétaire de séance
Gérard TINDILLIÈRE

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 16 AVR. 2024
et de la publication le 16 AVR. 2024
ou de la notification du 16 AVR. 2024



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS : Séance du Conseil Municipal du 04 avril 2024



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes selon les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique

La présente convention concerne le groupement de commandes portant sur les prestations de location / entretien des vêtements de travail et équipements de protection individuelle

Elle a pour objet la passation d'une consultation relative aux prestations de location - entretien des tenues de travail et équipements de protection individuelle répondant aux besoins de la ville de Vitry-le-François et de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der.

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis, donc pour conséquence de lancer une seule consultation.

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes, après signature par l'ensemble des membres du groupement et envoi au contrôle de légalité.

Elle est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le groupement de commandes, objet de la présente convention, prendra fin à l'expiration des marchés qui seront conclus dans le cadre de la consultation lancée (comprenant toutes les relances éventuelles) conformément aux dispositions de la présente convention.

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der. Elle sera représentée, en qualité de coordonnateur, par son représentant du pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé :
Place de l'Hôtel de Ville
BP 50420
51308 Vitry-le-François CEDEX 08

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la Commande Publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement.

Pour ce qui le concerne, chaque membre signe, notifie et suit l'exécution du contrat.

Le coordonnateur est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Organiser le calendrier prévisionnel de la consultation
2	Recueillir les besoins des membres
3	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
4	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
5	Rédiger et assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
6	Mettre en ligne le dossier de consultation des entreprises et répondre aux éventuelles questions/réponses des candidats
7	Recevoir et analyser les candidatures et offres et assurer les demandes utiles auprès des soumissionnaires pour assurer la complétude et la conformité du contenu de leurs plis
8	Envoyer les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres
9	De façon générale, assurer le secrétariat de la commission d'appel d'offres et plus particulièrement préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la CAO lors de sa séance de jugement des offres
10	Informar les candidats retenus et non retenus des choix de la commission d'appel d'offres
11	Mettre en forme les marchés après attribution
12	Informar les établissements membres du groupement des candidats retenus
13	Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la conclusion des marchés et à leur contrôle de légalité avant notification : publicité, acte d'engagement, pièces de candidatures et pièces contractuelles, offres retenues, règlement de la consultation, CCTP, rapport de la commission d'appel d'offres, rapport de présentation...
14	Procéder à la publication de l'avis d'attribution

Le coordonnateur est également chargé, le cas échéant, d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

E - Membres du groupement

Le groupement est constitué par la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der (coordonnateur) et la ville de Vitry-le-François.

F - Obligations des membres du groupement autre que le coordonnateur

Chaque membre du groupement s'engage à :

Ordre	Désignation détaillée
1	Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur
2	Transmettre au coordonnateur un exemplaire de la délibération autorisant le représentant du membre à signer le marché

Ordre	Désignation détaillée
3	Signer un acte d'engagement avec le titulaire retenu par la commission d'appel d'offres
4	Transmettre au contrôle de légalité les pièces concernant son marché
5	Notifier le marché au titulaire
6	Exécuter son marché à hauteur de ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins : ordre de service, émission des bons de commande, vérification et réception des prestations, ainsi que paiement conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses administratives particulières du marché
7	Informar le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ses marchés
8	Mettre en œuvre d'éventuelles mesures coercitives envers le prestataire (mise en demeure, pénalités, résiliation)
9	Conclure les éventuelles modifications du marché par avenant
10	Informar les candidats de la décision de reconduction le cas échéant

G - Organe de décision

En cas de procédure formalisée, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de la consultation.

I - Modalités financières

Chaque membre du groupement procédera aux paiements des prestations le concernant. Les paiements sont assurés à partir de factures séparées, propre à chaque marché, établies par les prestataires.

J - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération exécutoire est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

K - Modalités de retrait du groupement

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par un acte pris dans les mêmes formes que celui nécessaire à l'adhésion au groupement (délibération de l'assemblée délibérante), notifié au coordonnateur avant le lancement de la consultation.

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

En cas de retrait du groupement pour motif d'intérêt général d'un des membres du groupement, celui-ci sera redevable des coûts éventuellement induits par son retrait.

L - Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes prises

en ce sens par chacun des membres sont notifiées aux autres membres. La modification ne prend effet que lorsque tous les membres ont approuvé les modifications.

M - Résiliation de la convention constitutive

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, après mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet après un délai de 15 jours.

N - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Tél : 03 26 66 86 87

Télécopie : 03 26 21 01 87

Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Fait à Vitry-le-François,

Le

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der			
Ville de Vitry-le- Francois			